



CONCLUSIONS

Forum du Futuroscope

« La Chine et l'Asie »

31 août 2018

Par M. André CHIENG, *Président-Directeur général de l'AEC - ASIATIQUE EUROPÉENNE DE COMMERCE et Vice-Président du COMITE FRANCE-CHINE*

Delenda est Carthago ! Carthage doit être détruite !

C'est ainsi nous dit-on que Caton l'Ancien terminait tous ses discours devant le Sénat romain. On peut se demander si Donald Trump n'a pas repris à son compte cette formule en la dirigeant vers la Chine. En tout cas, on s'aperçoit, après cette journée consacrée normalement à la Chine et l'Asie qu'on ne peut éviter d'introduire un troisième acteur : les Etats-Unis.

Est-ce étonnant ?

L'Asie est une expression géographique mais n'a aucune unité. Ce n'est pas seulement une question rhétorique. Si culturellement, Chine et Japon étaient proches, ce dernier a commencé son occidentalisation avec l'ère Meiji en 1868 à tel point qu'on peut se demander si le Japon ne serait pas le point le plus occidental de l'Amérique et non le plus oriental d'Asie ! L'Inde et la Chine ont toujours été séparées par la barrière de l'Himalaya. Celle-ci n'a pas empêché le bouddhisme indien de pénétrer en Chine, mais pendant des siècles, les échanges n'ont pas franchi les limites de la religion.

D'autres pays s'interrogent : la Russie se sent culturellement européenne mais l'Europe veut-elle de la Russie ? A-t-elle d'autre choix que de se rapprocher de l'Asie et de la Chine ? Poutine et Xi multiplient les signes extérieurs d'amitié, mais sont-ils vraiment complices ? Et que dire de l'Australie ? Irrésistiblement aspirée par le dynamisme économique de l'Asie, elle se voit néanmoins bien dans le rôle de shérif adjoint des Etats-Unis dans la région. La seule organisation d'intégration asiatique qui ait vu le jour est l'ASEAN mais depuis sa fondation en 1967, bien qu'elle soit passée de cinq à dix membres, la coopération entre ses membres a du mal à dépasser le stade d'une zone de libre-échange.

La grande puissance asiatique est la Chine si on s'en tient aux données économiques : son PIB représente presque trois fois celui du Japon, cinq fois celui de l'Inde et huit fois celui de la Russie. Mais un regroupement des pays asiatiques autour de la Chine n'est pas imminent. Une animosité d'un siècle l'oppose au Japon et la question pakistanaise constitue un frein puissant au rapprochement sino-indien. Quant aux pays d'Asie du Sud-Est, plusieurs ont des contentieux territoriaux ou maritimes avec la Chine.

Cette fracturation de l'Asie rend aisée une implication américaine, mais que veulent vraiment les Etats-Unis ?

On a tendance à penser que l'arrivée au pouvoir de Donald Trump a brouillé les cartes. Son acharnement à défaire l'œuvre de son prédécesseur et à s'opposer à tout le monde est certes impressionnant, mais certaines politiques qu'on lui reproche avaient démarré avant lui.

L'extraterritorialité des lois américaines existait avant Trump : BNP Paribas l'a chèrement payée pour l'apprendre. La politique de contenir la Chine aussi, mais elle se faisait autrement.

Barack Obama était sans doute plus subtil, mais pas moins déterminé. Il mettait rarement les Etats-Unis en avant, mais il faisait agir d'autres pays. Dans les disputes concernant la Mer de Chine du Sud, officiellement les Etats-Unis étaient neutres, mais en sous-main ils encourageaient le président philippin de l'époque à s'opposer à la Chine, tout comme ils soutenaient le Japon dans la dispute sur les îles Diaoyu. Mais la stratégie d'Obama la plus aboutie consistait à encercler la Chine par un vaste accord multilatéral dont celle-ci était exclue : le Trans Pacific Partnership ou TPP.

La Chine de son côté ne restait pas inactive. Depuis longtemps, elle s'est jointe aux organismes internationaux : l'ONU, l'OMS, le CIO, l'APEC, le FMI et bien sûr l'OMC. Mais elle ne se sent pas toujours à l'aise dans des institutions créées alors qu'elle n'était qu'une puissance secondaire: il n'y a qu'à voir les difficultés qu'elle rencontre au FMI pour que celui-ci lui donne une place correspondant à son poids dans le monde. Ainsi elle n'a jamais cherché à rejoindre le G7 et préfère siéger au G20.

Elle est allée plus loin : elle a créé ou contribué à créer plusieurs institutions internationales dont elle suit les réunions avec assiduité. Toutes comprennent des pays asiatiques, mais aucune ne se limite à l'Asie.

Il y eut le dialogue Europe-Asie ou ASEM créé en 1996. L'Organisation de coopération de Shanghai ou OCS fut créée en 2001 à l'origine pour des raisons de sécurité avec la Russie et quatre pays d'Asie Centrale. Son périmètre s'est depuis largement élargi tout comme ses domaines d'action. C'est aussi en 2001 qu'apparut le concept de BRICS, né d'une boutade de banquier. A la surprise générale, cette réunion hétéroclite de pays en transition prend corps dans le contexte international. Les réunions n'en sont pas inutiles ! Rappelons-nous qu'un face-à-face opposa pendant des mois les armées chinoises et indiennes sur le plateau du Doklam en 2017. La situation ne se détendit que parce que la

réunion des BRICS de 2017 devant se tenir dans la ville chinoise de Xiamen, il fallait résoudre le problème avant le voyage du Premier Ministre indien en Chine.

La Chine cherche aussi à se rapprocher d'organisations existantes si elles ne lui sont pas hostiles. C'est ainsi qu'ont été instaurés les réunions dites ASEAN +3 et plus récemment, en 2012, les sommets 16 + 1 où les 16 sont les pays d'Europe centrale et orientale et le 1 est bien sûr la Chine. Cependant, les initiatives les plus importantes sont les plus récentes.

L'une fut la création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ou AIIB en 2014. Structurée à l'exemple de la Banque Mondiale et du FMI mais sans qu'un pays seul ne puisse imposer ses décisions, l'AIIB fut le grand succès diplomatique de la Chine de 2014 : alors que les Etats-Unis décourageaient leurs alliés d'en faire partie, de nombreux pays, européens notamment décidèrent de la rejoindre, à l'exception notable du Japon.

Autant l'AIIB est claire dans son institution, ses objectifs et sa gouvernance, autant la seconde initiative chinoise l'est peu. Appelé Belt and Road Initiative par les Chinois, rebaptisé Nouvelles Routes de la Soie par les Français, ce projet a été lancé par Xi Jinping et depuis lors orchestré par la Chine, sans être institutionnalisé, ni même vraiment défini. Xi Jinping ne fait que reprendre une vieille tradition. Rappelons-nous que dans la pensée chinoise, la notion essentielle de *dao* donnant son nom au Taoïsme de même que le *ren* cher à Confucius, n'ont jamais été explicitement définis. Il en est de même de Belt & Road, de même que le Rêve chinois. Ce sont des notions évolutives, vivantes, destinées à s'adapter au fil du temps et des circonstances. Cette tradition chinoise n'est pas habituelle dans le monde occidental. Nouveau plan Marshall à l'échelle mondiale pour certains, tentative d'asservir le monde à une *lex sinica* pour d'autres, les Nouvelles Routes de la Soie sont accueillies de façon mitigée par l'Occident.

Toutes ces tentatives chinoises de créer des instances internationales ont un point commun : aucune d'entre elles n'a été acceptée par les Etats-Unis, quel qu'en fût le président. Est-ce à dire que Trump ne fait que continuer une politique déjà tracée par ses prédécesseurs ?

On constate une constante majeure de la politique américaine depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale : son refus d'être dépassée par un autre pays quel qu'il soit. Il y eut la Guerre froide qui opposa Etats-Unis et Union Soviétique,

dans une rivalité idéologique et militaire, puis, dans les années 80, une rivalité économique avec le Japon. Aujourd'hui, la Chine est le seul pays qui puisse rivaliser avec les Etats-Unis, dans tous les compartiments de la puissance. L'économie chinoise, en valeur absolue, va dépasser l'économie américaine d'ici quelques années. D'après les calculs des économistes, cela pourrait se produire en 2024, à la fin du second possible mandat de Donald Trump. N'est-ce pas ce qui le pousse à se montrer si déterminé à freiner les progrès de l'économie chinoise ? Ne nous trompons pas en effet : cette guerre qui s'engage entre les deux pays n'est en rien une guerre commerciale. Son enjeu est bien plus vaste : il est de déterminer quelle sera la première puissance économique mondiale et technologique dans un avenir proche.

Mais si Trump poursuit le même objectif que ses prédécesseurs, il le fait très différemment. Alors que ces derniers ont toujours cherché à appuyer la politique internationale américaine sur un socle légal ou au moins idéologique permettant de rassembler peu ou prou la communauté internationale, Trump est le premier président des Etats-Unis à n'en avoir cure. Son parti pris affiché de porter l'égoïsme au rang de vertu cardinale est assurément populaire auprès de ses électeurs, beaucoup moins auprès de ses voisins et alliés.

On voit donc émerger un face-à-face entre deux puissances, l'une qui cherche à s'attirer la sympathie du monde mais rencontre d'énormes difficultés, l'autre qui se sent si forte qu'elle ne se préoccupe plus d'être aimée. *Oderint dum metuant ! qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent.* Trump pourrait reprendre cette devise qui fut celle de Caligula !

Et l'Europe dans cette confrontation ? Incapable de s'unir, affaiblie par le Brexit, militairement insuffisamment puissante, elle n'en demeure pas moins la première puissance économique et commerciale mondiale. Vilipendée par l'Amérique et courtisée par la Chine, car la première estime ne pas en avoir besoin alors que la seconde recherche son appui dans son différend avec la première, saura-t-elle utiliser ses atouts ? Entre l'Amérique, sa fille, comme disait le Général de Gaulle et la Chine avec qui l'unissent des liens d'anciennes civilisations, l'Europe pourrait retrouver un rôle historique en préservant un équilibre qui assurerait la paix dans le monde. C'est ce qu'on peut lui souhaiter de mieux.